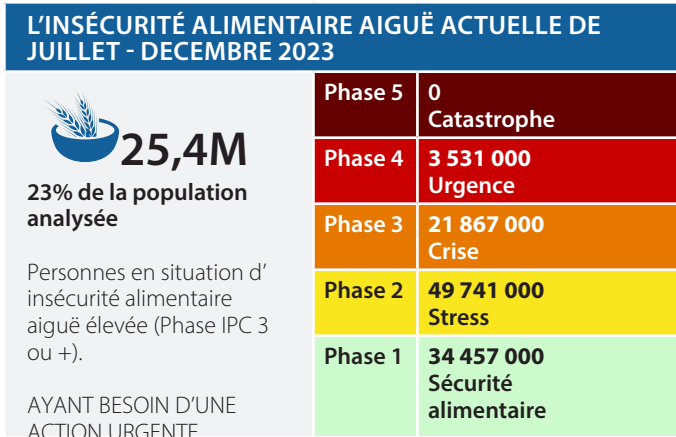


RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'insécurité alimentaire aiguë persiste



Vue d'ensemble

Le 22ème cycle d'analyse IPC de l'Insécurité Alimentaire Aiguë (IAA) a couvert 26 provinces pour un total de 186 zones dont 145 territoires, 41 zones urbaines et 24 communes de la ville de Kinshasa. Pour la période actuelle allant de juillet à décembre 2023, le territoire de Kwamouth dans la province de Maitombé, a été classé en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), 128 zones sont classées en Crise (Phase 3 de l'IPC), 56 zones en Stress (Phase 2 de l'IPC) et une commune de Kinshasa (Gombe) se trouve en phase minimale (Phase 1 de l'IPC). Sur les 110 millions des personnes vivant dans les zones analysées, 25,4 millions (23% de la population), font face à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC), dont 3,5 millions (3% de la population analysée) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC).

Pour la période projetée (janvier à juin 2024, près 23,4 millions de personnes (soit 22% des personnes vivant dans ces zones) feront face à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC), dont plus de 2,9 millions (3% de la population analysée) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC).

Les zones avec les proportions les plus élevées de personnes en Phase 3 de l'IPC et plus se trouvent dans les provinces du Kasai, Kasai Central et du Kasai Oriental (respectivement 41%, 37% et 27%), de l'Ituri (32%), du Tanganyika (31%), du Nord-Kivu (29%) et du Maniema (26%). Les provinces qui affichent le nombre le plus grand nombre de personnes en Phase 3 de l'IPC et plus incluent : le Nord-Kivu (2,6 millions), le ville province de Kinshasa (2,1 millions), le Kasai Central (1,6 million), le Sud-Kivu (1,5 million), l'Ituri (1,3 million), le Congo Central (1,4 million), le Tanganyika (1,4 million), le Kasai Oriental (1,1 million) et le Kasai (1,1 million).

Facteurs déterminants

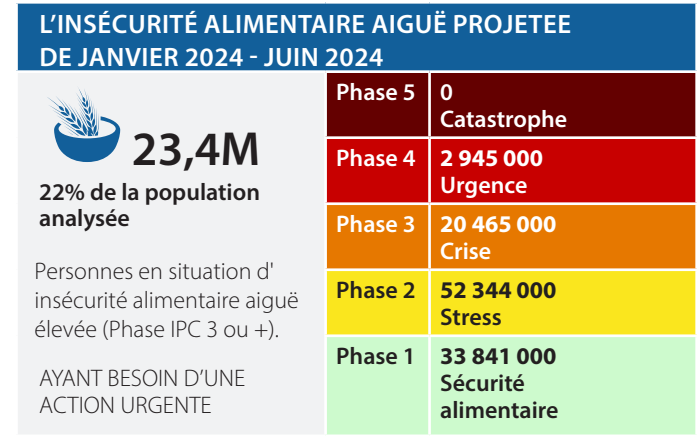
Insécurité et conflits:
La persistance des conflits socio-politiques continue de perturber les activités agricoles des ménages impactant également leurs moyens d'existence.

Évolution des prix des denrées alimentaires:
Comparé à la moyenne avec la moyenne annuelle de 2022, les prix des denrées alimentaires connaissent une hausse significative; le maïs affiche une augmentation de 11,6 %, le haricot de 9,3 %, le sel de 8 %, le riz local de 19,7 %, le riz local de 19,7 %, le riz importé de 16,3 % et enfin le manioc de 24,6 %.

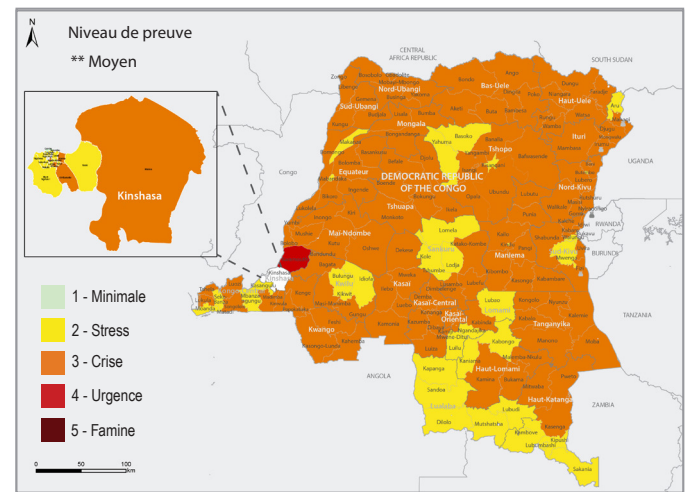
Chocs ayant un impact sur les activités agricoles, d'élevage et de pêche:
Outre les chocs liés aux aléas climatiques, les activités agricoles continuent d'être affectées par les maladies des cultures (mosaïque du manioc), la chenille légionnaire d'automne (CLA) et le faible accès aux intrants agricoles.

Contexte socio-économique et infrastructures de base:
Plus de 60% de la population vit avec moins 2,1\$ par jour. La dégradation des infrastructures routières et ferroviaires affecte l'évacuation des surplus de production dans certaines zones, décourageant le commerce. Dans d'autres zones, cette dégradation ajoutée aux coûts de transports et à la dépréciation du Franc congolais limite l'accès des ménages aux denrées.

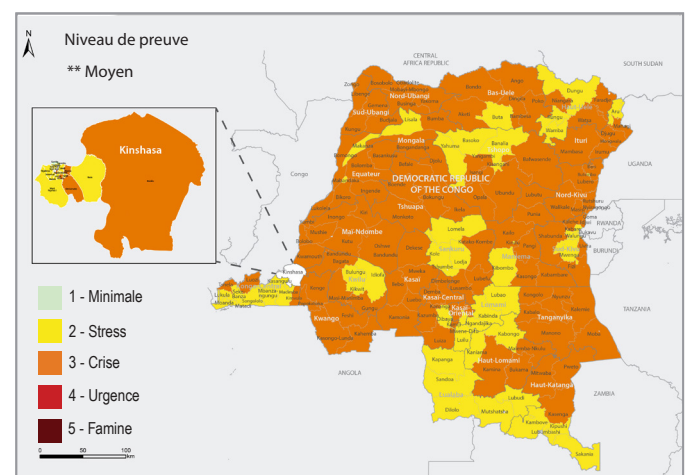
ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË JUILLET 2023- JUIN 2024 Publié le 6 octobre 2023



Situation actuelle: juillet 2023 – décembre 2023



Situation projetée: janvier 2024 – juin 2024



Les populations les plus touchées sont principalement les déplacés, les retournés, les familles d'accueil de même que les populations vivant dans les zones de conflits ou touchées par des catastrophes naturelles. A ceci s'ajoutent les populations les plus pauvres des zones urbaines et péri-urbaines et des zones enclavées avec un faible pouvoir d'achat, et dont l'accès à la nourriture dépend essentiellement de l'approvisionnement sur les marchés.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (JUILLET 2023 – DÉCEMBRE 2023)

La situation dans l'est de la RDC connaît une grave détérioration en raison de la résurgence des groupes armés dans le Nord-Kivu, les conflits en Ituri, et l'aggravation des tensions ethniques. La violence, les déplacements massifs de population, les massacres et les violations des droits de l'homme sont en hausse. Les processus de paix en cours trainent à produire de résultats et les tensions politiques transfrontalières se sont aggravées ces derniers mois. D'autres crises, causées par des groupes armés locaux dans la partie Est du pays et le nouveau front des conflits intercommunautaires à l'ouest du pays, principalement dans le Maindombe ne font qu'empirer la situation déjà critique. Il est à craindre que le processus électoral en cours soit de nouveau à la base de tensions politiques et sociales.

Les conflits armés et les catastrophes naturelles sont toujours à la base d'importants et récurrents mouvements de population ainsi que de nombreux incidents de protection. Selon le rapport de la Commission Mouvement de Population de la RDC datant du mois d'août 2023, le pays compte 6,38 millions de personnes déplacées internes (PDI) et reste l'un des pays les plus affectés par les mouvements de populations au monde abritant le plus grand nombre de personnes déplacées internes sur le continent africain. La crise liée à l'activisme des groupes armés a provoqué, le déplacement supplémentaire de 1,55 million de personnes depuis le début de l'année 2023, exacerbant leurs vulnérabilités préexistantes. Par ailleurs, il y a environ 2,5 millions de personnes retournées qui ont urgemment besoin d'assistance pour reprendre une vie normale. Les trois provinces de l'Ituri, Nord Kivu et sud Kivu concentrent la grande majorité de ces PDI avec 5,81 M de PDI, soit 91% du total des PDI. Le rapport précise que 84% des déplacements sont dus à des attaques et affrontements armés, 12% liés aux conflits fonciers et intercommunautaires et les 4% restants aux catastrophes naturelles.

De manière préoccupante, des niveaux extrêmement élevés de violences sexuelles et d'exploitations abusives sont signalés contre les femmes et les enfants dans les zones de conflit. Le déséquilibre structurel entre les sexes est identifié comme le principal facteur d'intensification des cas de violence sexuelle. Selon OCHA, au cours de l'année 2022, 77 835 cas de violence sexuelle ont été documentés, contre 38 167 en 2020, dans la zone du Kivu. De janvier à mars 2023, un total de 1 073 cas de violence sexuelle ont été documentés, plus de 83 % de ces alertes se déroulant dans un contexte d'attaques armées et d'affrontements provoquant des déplacements répétés ainsi que la détérioration de la situation de sécurité et de protection des populations dans plusieurs régions.

La RDC a fait face à de grandes inondations en 2022 et 2023, indiquant clairement un changement en termes d'impact et d'ampleur des catastrophes naturelles sur les populations et leurs moyens d'existence. Après les grandes inondations d'octobre qui ont causé des dégâts considérables dans les provinces de l'Equateur, du Maindombe et d'Ubangui, la capitale Kinshasa a été durement frappée en décembre avec des inondations qui ont affectées 22 des 24 communes de la capitale. En mai 2022, l'Est du pays a considérablement été affecté par des grandes inondations dans le Sud-Kivu, le Tanganyika et le Lomami affectant les productions agricoles et l'habitat des populations. L'impact le plus important fut enregistré dans les localités de Bushushu, Nyamukubi, Luzira et Chabondo dans le territoire de Kalehe de la province du Sud-Kivu. Le débordement des rivières Lukungula, Kabushungu, Kanyunyi et Chishova a provoqué des inondations et des glissements de terrain à Bushushu et Nyamukubi. Près de 500 personnes ont péri dans cette catastrophe, des milliers d'autres sont portées disparues et 50 000 personnes ont subi d'importantes pertes en matière de moyens d'existence en plus des destructions d'infrastructures et d'équipements subis dans les zones. Ces chocs climatiques doivent être considérés comme des facteurs importants contribuant à l'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, plusieurs épidémies touchent de façon récurrente la RDC, notamment le choléra, la rougeole, la COVID-19, la maladie à virus Ebola (MVE), la poliomyélite et le paludisme. Ces épidémies ont également contribué à aggraver la situation humanitaire dans certaines régions. Pour l'épidémie de choléra, 22 100 cas ont été rapportés au premier semestre 2023 contre 4 200 cas en 2022. Ces épidémies causent de nombreux décès chez les populations vulnérables et ont aussi un impact notable sur leur situation socio-économique, renforçant les problématiques humanitaires déjà existantes comme l'insécurité alimentaire ou la malnutrition.

En dépit de la mise en œuvre actuelle du programme phare du Président de la République du projet de développement des 145 territoires, le contexte socio-économique reste marqué par un sous-emploi et une pauvreté constante qui touche une bonne partie de la population congolaise. En effet, plus de 60% de la population vit avec moins 2,1\$ par jour. À cela, s'ajoute la fluctuation de la monnaie locale par rapport au dollar américain qui affecte négativement le pouvoir d'achat des ménages.

Disponibilité alimentaire :

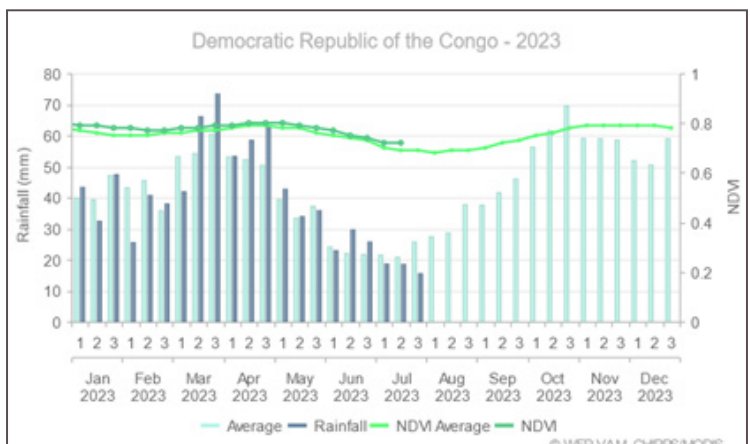
Des perturbations climatiques ont été enregistrées dans certaines contrées du pays. De manière globale, les pluies ont été mal réparties pour la période de janvier à avril 2023, avec par endroits des déficits (avec des poches de sécheresse constatées) ou des excès de pluies (se manifestant par des inondations), impactant négativement la production agricole.

Les activités agricoles continuent d'être affectées par les maladies des cultures (mosaïque du manioc), la chenille légionnaire d'automne (CLA) et le faible accès aux intrants agricoles. De plus, la prépondérance des maladies du bétail limite la production animale, déjà très faible dans la plupart des zones rurales du pays, comme c'est le cas dans la province du Sankuru où près de 57% des ménages interrogés dans le cadre de l'enquête EFSA 2023, ont déclaré avoir connu des épizooties ou de pertes de bétail au cours des six derniers mois. Les ménages qui vivent de l'agriculture font également face à plusieurs contraintes qui affectent leur capacité de production, dont les plus importantes sont les maladies d'un membre actif du ménage ou du chef de famille, le manque de main d'œuvre, l'insécurité civile et le faible accès aux intrants agricoles.

Les récoltes observées ont été généralement à la baisse comparée à l'année dernière. Pourtant, selon l'enquête EFSA, plus de 70% de la production des ménages agricoles sont directement destinés à la propre consommation, avec peu de surplus pour la vente.

Les problèmes d'accès aux intrants agricoles de qualité (semences, engrais, géniteurs), les maladies et ravageurs des cultures sont signalées dans presque toutes les provinces. Les attaques de la chenille légionnaire d'automne sont en effet courantes surtout dans les parties nord-orientale (provinces du Bas-Uélé, Haut-Uélé, Tshopo, etc.) et sud-orientale (provinces du Haut-Katanga, Tanganyika, etc.).

Dans la partie Est du pays, la situation récurrente des conflits socio-politiques continue de perturber la participation des ménages aux activités agricoles, provoquant des déplacements massifs et intempestifs des ménages ainsi que la destruction de leurs moyens d'existence.



Cette situation expliquerait la faible production agricole dans la région cette année comparativement aux années passées. Des conflits intercommunautaires sont également observés dans la province de Mandombe, principalement dans le territoire de Kwamouth et dans les milieux environnants avec les mêmes effets néfastes sur la disponibilité alimentaire globale.

La production animale a, quant à elle, été perturbée par exemple dans certains territoires de la province du Sankuru à cause des épizooties et autres maladies du bétail. Dans les zones où le réseau hydrographique est développé, les produits de la pêche contribuent sensiblement à la disponibilité des aliments selon les périodes pluviales (les périodes sèches étant plus favorables pour la prise des poissons) et de la qualité de la pêche (essentiellement artisanale). Par ailleurs, le mauvais état des routes de desserte agricoles dans certains territoires ne facilite pas l'acheminement des récoltes des zones excédentaires vers les zones déficitaires, incitant par endroits les ménages des zones de surplus à produire le strict nécessaire afin d'éviter des pertes.

Accès alimentaire des ménages, situation des marchés et évolution des prix des denrées alimentaires :

Selon l'Institut National de la Statistique (INS-RDC), l'inflation (augmentation durable du niveau général des prix) en RDC ne fait que se dégrader allant vers une hyperinflation (cas extrêmes), lorsque nous comparons le taux d'inflation en glissement annuel de la semaine du 21 au 26 août de cette année courante (22,84 %) à celui de la semaine du 26 au 31 décembre 2022 (13,13%). Cette situation est étayée par une forte contribution de certaines fonctions de consommation des ménages à cette variation. Il s'agit notamment des produits alimentaires et boissons non alcoolisées à hauteur de 72,85% (42,7% pour les légumes, 13% pour le groupe pains et céréales avec 6% pour les céréales non transformées, 5% pour les viandes, 4% pour les poissons et 3,6% pour les huiles et graisses etc.).

Selon les collectes de données mKengela faites par la Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement (CAID), durant la période d'analyse de janvier à juin 2023, une tendance générale à la hausse des prix est constatée, quelle qu'en soit la spéculation. Des spécificités par zones dénotent également de variations encore plus étendues que la moyenne nationale.

Ainsi, selon les chiffres mKengela, la farine de manioc seule reste relativement stable de janvier à juin 2023 (+5%), alors que tous les autres produits ont connu des hausses assez inquiétantes : il s'agit pour la même période, de la farine de maïs (+7,4%), du haricot (+19%), du riz importé (+10%), du riz local (+14%), de l'huile de palme (+16%), de l'huile végétale (+7%) et du sel (+8%). Les mêmes niveaux de prix comparés à l'année passée donnent des variations encore plus alarmantes. Par ailleurs, l'évolution des prix entre juin 2022 et juin 2023 révèle des variations à la hausse de l'ordre de 18% pour le maïs, 31% pour la farine de manioc, 16% pour le haricot, 10% pour le sel, 26% pour le riz importé, 21% pour le riz local et 22% pour l'huile de palme. Comparé à la moyenne annuelle de 2022,

Le maïs connaît une hausse de 11,6%, le haricot 9,3%, le sel 8%, le riz local 19,7%, le riz importé 16,3% et enfin le manioc 24,6%. La situation globale des prix implique un accès limité des populations aux différents aliments de base.

La dégradation des infrastructures routières existantes impacte négativement l'économie locale et nationale de diverses manières. Elle accentue l'enclavement d'une grande partie des zones rurales rendant difficile la circulation des personnes et des biens, les flux commerciaux de marchandises ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire dans certaines zones. De plus, l'état défectueux des infrastructures routières rend difficile l'accès aux marchés pour beaucoup de ménages, réduisant leur capacité à accéder aux denrées alimentaires de base mais aussi à générer des revenus normaux.

Principaux éléments des résultats (consommation alimentaire et situation des moyens d'existence) :

Selon l'enquête EFSA de juin 2023 menée dans les 25 provinces, près de sept ménages sur dix (68,5%) ont une consommation alimentaire inadéquate - i.e. Score de Consommation Alimentaire (SCA) pauvre et limite indicative de la phase 3 et 4 de l'IPC IAA. La prévalence d'une consommation alimentaire inadéquate est particulièrement marquée dans 13 des 25 provinces enquêtées, dans lesquelles la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite (indicatifs d'une Phase 3 et 4 de l'IPC IAA) est supérieure à la moyenne nationale de 68%. Il s'agit plus particulièrement :

- Des provinces de l'Ituri, du Haut Uélé et du Kasai-Central pour lesquelles la prévalence des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite atteint plus de 90% ;
- Des provinces du Lomami, du Kasai-Oriental, de la Tshopo, du Nord-Ubangi et du Maindombe, où entre 70 et 79% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) Pauvre ou Limite, et
- Des provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika où la proportion est respectivement comprise entre 67% et 62%.

Concernant l'analyse au niveau des territoires, des taux très élevés de consommation alimentaire inadéquate, supérieurs à la moyenne nationale, ont été trouvés dans plus de la moitié des territoires (82 sur 160).

L'indice réduit des stratégies liées à l'alimentation (rCSI) est l'indicateur généralement utilisé pour estimer la sévérité et la fréquence des stratégies de survie utilisées par les ménages pour maintenir une consommation alimentaire adéquate. Selon les résultats de l'EFSA 2023, dans certains territoires de la province du Nord Kivu, entre 70% et 45% des ménages présentent un rCSI supérieur à 19 (indicatif d'une phase 3 de l'IPC ou plus). Dans d'autres territoires des provinces du Kasai, Tanganyika, l'Ituri, Nord-Kivu cette proportion est de 42% à 47%.

En moyenne, 47% des ménages enquêtés ont un indice domestique de faim (IDF) avec le score au-delà de 2 ce qui indique que ces ménages se retrouvent au moins dans la phase de crise (Phase 3 de l'IPC). L'indice domestique de faim est d'autant plus élevé que dans certains territoires, le score supérieur à 2 atteint plus de 70% des ménages qui ont déclaré avoir fait face à la faim. Ces ménages se trouvent principalement dans les provinces du Kasai, Kasai Orientale, Kasai-Central, Tshuapa et l'Ituri.

Au niveau national, en moyenne 12% des ménages ont recours à des stratégies de moyens d'existence d'urgence (indicative d'une phase 4 de l'IPC) contre, en moyenne, 22% qui ont recours à des stratégies de crise (indicative de la phase 3 de l'IPC). À cela s'ajoute 28% des ménages qui font recours aux stratégies de stress. Les territoires dans lesquels plus de 20% des ménages ont utilisé des stratégies des moyens d'existence d'urgence (Phase 4 de l'IPC) sur les 30 derniers jours précédents l'enquête EFSA se trouvent dans les provinces du Kasai, du Kasai Orientale et du Kasai-Central, de Maindombe et du Sud-Kivu.

Utilisation et accès à l'eau des ménages :

En dépit du potentiel en eau dont dispose le pays, l'accès à l'eau potable demeure l'un des plus faibles d'Afrique subsaharienne. Les maladies d'origine hydrique comme la diarrhée et le choléra continuent de sévir dans de nombreuses provinces en dépit des vaccinations réalisées (721 cas rapportés à la semaine 23, juin 2023 dans le Nord et Sud-Kivu). Par ailleurs, la prédominance de maladies animales telles que la pasteurellose bovine, la peste aviaire, la peste du petit ruminant impactent la production animale, affectant négativement les moyens d'existence des ménages éleveurs.

Selon les résultats de l'enquête EFSA, en moyenne 16% des ménages utilisent de l'eau de surface (rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal, canal d'irrigation) tandis que près de 4% des ménages font recours aux puits de forage ou puits tubulaire, 11% s'approvisionnent à partir des puits non protégés et 10% seulement ont accès à un robinet public ou borne-fontaine. Bien que 10% des ménages ont accès à une source d'eau protégée, 37% des ménages répondant ont déclaré avoir recours à une source d'eau non protégée.

Aperçu de l'assistance humanitaire en sécurité alimentaire :

L'assistance alimentaire apportée vise à sauver des vies humaines, combler les déficits de consommation alimentaire et protéger les moyens d'existence des personnes vulnérables. Selon les informations provenant du Cluster de Sécurité Alimentaire, de janvier à juillet 2023, environ 4,2 millions de personnes ont reçu l'assistance alimentaire d'urgence répondant aux besoins alimentaires et

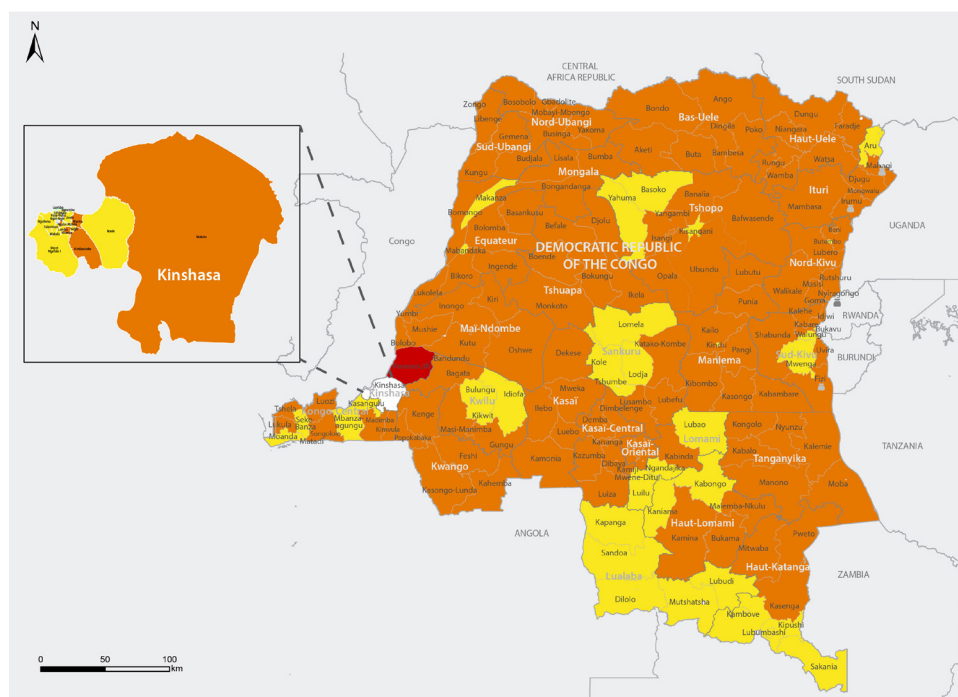


nutritionnels urgents, et 1,2 million de personnes ont reçu une assistance visant à reconstituer leurs moyens d'existence fragiles. Au deuxième semestre de l'année, en vue de faire face à l'ampleur de chocs et à la dégradation de la situation dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu, une mise à l'échelle de la réponse a été entamée, ce qui a permis d'augmenter de plus de 20% le niveau de réponse.

De manière globale, l'assistance alimentaire reste autour de 55% des kilocalories requis pour une ration complète nécessaire (2 100Kcal), et la population atteinte est environ de 38% des personnes dans le besoin sur les 10 Millions ciblées.

L'assistance est plus ou moins significative dans les provinces du Nord-Kivu, les trois provinces du Kasai, l'Ituri et le Sud-Kivu. En revanche, dans l'appui à la production agricole et aux moyens d'existence, 30% de la cible (4 millions de personnes) a été atteinte avec des interventions en nature et en cash. L'analyse globale des assistances montre cependant une évolution disproportionnée des besoins par rapport au volume de réponse apportée (49,3%). D'autre part, même dans les zones bénéficiaires de la mise à l'échelle de la réponse (Nord-Kivu, Ituri et Sud-Kivu), le déficit en termes d'appui à la relance agricole et aux moyens d'existence reste criant. Cette situation est encore plus marquée dans les autres provinces du pays qui n'ont pas connu de choc du type conflits, affrontements armés et mouvement de population. Malgré les résultats encourageants par rapport à l'année passée, la réponse sécurité alimentaire reste globalement trop faible par rapport aux besoins énormes du pays. Des contraintes liées aux financements, mais aussi à l'accès physique ou à l'insécurité, mettent en péril les programmes d'interventions d'urgence dans les zones affectées.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (JUILLET 2023 – DÉCEMBRE 2023)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)
(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées
- Niveau de preuve
- ** Moyen

Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%	#per.	%
Bas Uélé	1,395,777	252,294	18	843,157	60	230,537	17	69,789	5	-	-	300,326	22
Equateur	1,974,596	633,735	32	911,954	46	379,347	19	49,560	3	-	-	428,907	22
Haut Uélé	2,286,209	706,201	31	1,104,000	48	361,698	16	114,310	5	-	-	476,009	21
Haut-Katanga	5,426,743	2,086,174	38	2,587,717	48	677,912	12	74,940	1	-	-	752,852	13
Haut-Lomami	4,191,312	1,528,247	36	1,774,160	42	827,726	20	61,179	1	-	-	888,905	21
Ituri	4,130,946	959,656	23	1,834,282	44	1,097,886	27	239,122	6	-	-	1,337,009	33
Kasaï	2,765,897	574,764	21	1,069,202	39	889,130	32	232,801	8	-	-	1,121,931	40
Kasaï Central	4,354,718	931,079	21	1,822,088	42	1,343,268	31	258,283	6	-	-	1,601,551	37
Kasaï Oriental	4,274,046	1,064,978	25	2,059,217	48	1,053,663	25	96,188	2	-	-	1,149,851	27
Kinshasa	13,852,766	5,138,914	37	6,577,450	47	2,057,906	15	78,496	1	-	-	2,136,402	16
Kongo Central	7,515,621	3,227,780	43	2,916,530	39	1,297,936	17	73,374	1	0	0	1,371,310	18
Kwango	2,783,367	867,446	31	1,241,537	45	623,859	22	50,525	2	0	0	674,385	24
Kwilu	7,119,050	2,930,458	41	2,669,101	37	1,430,232	20	89,260	1	0	0	1,519,492	21
Lomami	3,342,154	1,429,568	43	1,366,560	41	470,782	14	75,244	2	0	0	546,026	16
Lualaba	3,125,361	824,123	26	1,871,162	60	430,076	14	0	0	0	0	430,076	14
Maniema	3,119,070	810,644	26	1,493,298	48	648,074	21	167,054	5	0	0	815,128	26
Maï-Ndombe	2,406,293	714,739	30	1,100,700	46	480,097	20	110,757	5	0	0	590,854	25
Mongala	2,252,255	815,952	36	905,052	40	531,252	24	0	0	0	0	531,252	24
Nord Kivu	8,937,290	2,374,029	27	3,931,644	44	1,970,933	22	660,684	7	0	0	2,631,617	29
Nord-Ubangi	1,653,455	447,010	27	631,255	38	498,956	30	76,233	5	0	0	575,190	35
Sankuru	2,871,966	1,174,265	41	1,187,598	41	422,347	15	87,757	3	0	0	510,103	18
Sud Kivu	7,343,524	2,049,482	28	3,795,616	52	1,386,350	19	112,075	2	0	0	1,498,425	21
Sud-Ubangi	3,179,716	1,035,116	33	1,311,995	41	646,587	20	186,018	6	0	0	832,605	26
Tanganyika	4,364,977	833,187	19	2,170,481	50	1,057,092	24	304,217	7	0	0	1,361,309	31
Tshopo	2,882,058	623,590	22	1,693,523	59	420,842	15	144,103	5	0	0	564,945	20
Tshuapa	2,045,819	423,138	21	871,224	43	632,137	31	119,319	6	0	0	751,457	37
Grand Total	109,594,986	34,456,568	32	49,740,503	45	21,866,626	20	3,531,289	3	0	0	25,397,915	23

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJÉTÉE (JANVIER 2024 – JUIN 2024)

Les résultats de l'analyse projetée couvrant la période de janvier à juin 2024 montrent que, dans les 186 zones analysées, 23,4 millions de personnes (soit 22% des 109,9 millions de personnes vivant dans ces zones) feront face à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC), dont plus de 2,9 millions soit 3% de la population analysée en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC).

Au total, 111 zones analysées ont été classées en Crise (Phase 3 de l'IPC) tandis que 74 autres zones analysées sont susceptibles d'être classées en situation de stress (Phase 2 de l'IPC). De façon générale, les résultats de l'analyse projetée montrent que la situation alimentaire pourrait s'améliorer en raison d'un meilleur accès des ménages à la nourriture principalement pendant la période des récoltes (février-mars dans la partie nord et central et mars à juin pour la partie sud-est), l'accès plus favorable (saisonnier) aux produits de chasse et de cueillette dans les zones forestières.

Dans la partie Est du pays, les combats sporadiques continuent entre les groupes d'autodéfense et une certaine rébellion armée malgré la présence de la force régionale de l'EAC. En outre, le gouvernement maintient sa position de ne pas négocier avec les rebelles. Du côté de l'Ituri, la situation de méfiance entre les communautés continue et les milices continuent de mener des représailles contre les populations civiles, générant un climat permanent de violences. Le progrès limité obtenu avec les initiatives politiques (accord de Nairobi, programme DDRCS) et les opérations militaires présagent une situation sécuritaire précaire particulièrement dans les zones affectées par les conflits armés et intercommunautaires. On pourrait ainsi observer durant la période projetée des mouvements de population occasionnés par l'activisme des groupes armés entraînant, entre autres, la perte des moyens d'existence.

Dans la zone de Bandundu, à la suite du déploiement des éléments de forces de l'ordre supplémentaires et des séances de dialogues communautaires initiées par les chefs coutumiers des provinces de Kwango et du Kwilu, le niveau de violence intercommunautaire pourrait diminuer de manière significative. Cette situation faciliterait le retour progressif des personnes déplacées dans la zone et permettrait ainsi le retour des ménages agricoles dans leurs zones.

La période projetée de l'analyse IPC de l'IAA (janvier à juin 2024) pourra être marquée par la tenue des élections dans le pays en décembre 2023. Les préparatifs se poursuivent normalement, bien que deux grandes coalitions de l'opposition, notamment LAMUKA et le Front Commun pour le Congo (FCC) se sont retirés du processus. Le manque de consensus entre acteurs politiques est susceptible de conduire à des manifestations violentes dans le but de contester les résultats à l'issue du processus électoral. Les grandes villes du pays pourraient être les plus affectées par cette situation.

La dévaluation du Franc congolais qui affecte déjà les revenus des ménages pourrait continuer d'entraîner la hausse des prix sur les marchés durant la période projetée de janvier à juin 2024 et exacerber les difficultés d'accès alimentaire pour les ménages pauvres.

Tenant compte des anomalies au cours des années antérieures, marquées par une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace (sécheresse ou séquences des précipitations excessives), on pourrait s'attendre à des impacts négatifs plus accentués sur la production agricole. La situation serait beaucoup plus critique avec des difficultés d'accès à la nourriture dans le court terme dans les régions déficitaires, subissant une forte pression des personnes déplacées et retournées de toutes catégories et notamment pour les ménages pauvres agricoles.

En outre, malgré les perspectives d'un bon niveau de précipitation dans une grande partie du territoire national, l'accès limité dans les zones de production et dans les zones affectées par des conflits armés, aura des impacts négatifs sur la pratique des activités agricoles, la production agricole, et la disponibilité des aliments. Les provinces de l'Est seront les plus affectées par cette situation.

Hypothèses-clés pour la période de janvier à juin 2024:

Situation sécuritaire et mouvement de populations susceptibles d'une détérioration dans l'est du pays.

Niveau de violence intercommunautaires pourrait diminuer de manière significative.

L'instabilité politique pourrait se manifester à la suite du processus électoral à venir

L'accès limité dans les zones de production et dans les zones affectées par des conflits armés.

Conditions agro climatologiques et production agricole favorables et perspectives d'un bon niveau de précipitation dans une grande partie du territoire national.

Persistance de niveaux élevés des prix des denrées de base et dépréciation de la monnaie locale.

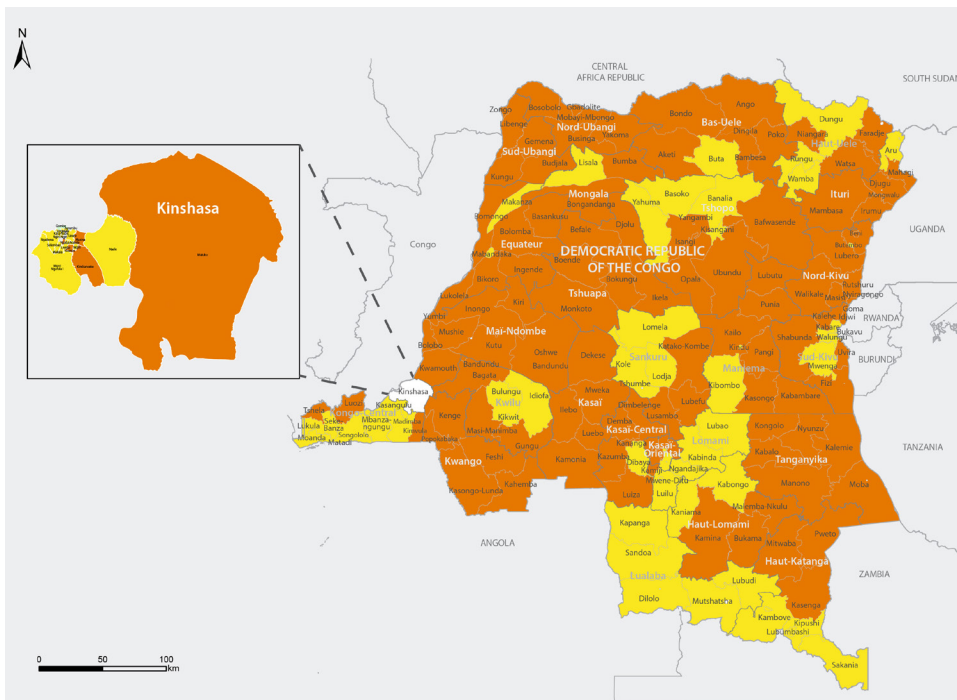
Détérioration des cours mondiaux des matières premières, notamment le cuivre et le cobalt.



Ces dernières années, on assiste à une série de catastrophes naturelles notamment des inondations et des éboulements dans plusieurs provinces (Haut-Lomami, Maniema, Kwilu, Nord Kivu, Kasai-Central, Kinshasa et Sud Kivu) du pays. Ces catastrophes entraînent des pertes d'actifs productifs et de moyens existence, en plus des milliers de pertes en vies humaines. La période projetée correspond à la grande saison pluvieuse dans la plupart des provinces. Les fortes pluies attendues pourraient occasionner des catastrophes comparables à celles des années passées.

Avec la détérioration des cours mondiaux des matières premières, notamment le cuivre et le cobalt, la main d'œuvre non agricole pourrait connaître une diminution de revenus dans les zones minières principalement dans le sud-est du pays (provinces du Lualaba et du Haut-Katanga), alors que le secteur agricole resterait le moins offrant. En outre, dans la partie Est du pays, la main d'œuvre non agricole pourrait diminuer sensiblement suite à l'activisme des groupes armés et leurs occupations des carrés miniers. Cette situation pourrait donc diminuer sensiblement la disponibilité de la main d'œuvre agricole notamment dans les ménages pauvres.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE (JANVIER 2024 -JUN 2024)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve

** Moyen

Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%	#per.	%
Bas Uélé	1,395,777	244,876	18	804,376	58	261,741	19	84,784	6	-	-	346,525	25
Equateur	1,974,596	676,929	34	929,819	47	367,848	19	-	-	-	-	367,848	19
Haut Uélé	2,286,209	702,580	31	1,182,323	52	374,909	16	26,397	1	-	-	401,307	17
Haut-Katanga	5,426,743	1,317,054	24	3,299,539	61	735,210	14	74,940	1	-	-	810,150	15
Haut-Lomami	4,191,312	1,315,692	31	1,760,694	42	992,568	24	122,358	3	-	-	1,114,926	27
Ituri	4,130,946	801,906	19	1,810,463	44	1,279,454	31	239,122	6	-	-	1,518,577	37
Kasaï	2,765,897	638,795	23	1,207,497	44	781,310	28	138,295	5	-	-	919,605	33
Kasaï Central	4,354,718	1,124,711	26	2,035,597	47	1,073,662	25	120,748	3	-	-	1,194,410	28
Kasaï Oriental	4,274,046	1,402,998	33	2,113,593	49	702,229	16	55,225	1	-	-	757,455	17
Kinshasa	13,852,766	4,948,262	36	6,869,915	50	1,956,093	14	78,496	1	-	-	2,034,589	15
Kongo Central	7,515,621	3,333,580	44	3,130,048	42	1,019,007	14	32,986	-	-	-	1,051,993	14
Kwango	2,783,367	845,989	30	1,212,968	44	649,974	23	74,436	3	-	-	724,410	26
Kwilu	7,119,050	3,019,125	42	2,910,959	41	1,150,174	16	38,793	1	-	-	1,188,967	17
Lomami	3,342,154	1,501,525	45	1,390,879	42	410,031	12	39,718	1	-	-	449,750	13
Lualaba	3,125,361	875,515	28	1,802,519	58	447,327	14	-	-	-	-	447,327	14
Maniema	3,119,070	853,324	27	1,643,222	53	530,012	17	92,512	3	-	-	622,524	20
Mai-Ndombe	2,406,293	679,578	28	1,065,538	44	558,851	23	102,327	4	-	-	661,177	27
Mongala	2,252,255	771,113	34	1,062,504	47	418,639	19	-	-	-	-	418,639	19
Nord Kivu	8,937,290	2,011,210	23	4,189,849	47	1,939,138	22	797,092	9	-	-	2,736,231	31
Nord-Ubangi	1,653,455	494,876	30	705,096	43	453,483	27	-	-	-	-	453,483	27
Sankuru	2,871,966	1,161,276	40	1,177,120	41	494,855	17	38,715	1	-	-	533,570	18
Sud Kivu	7,343,524	2,349,409	32	3,821,696	52	1,042,343	14	130,076	2	-	-	1,172,419	16
Sud-Ubangi	3,179,716	1,039,649	33	1,335,105	42	750,288	24	54,675	2	-	-	804,963	26
Tanganyika	4,364,977	634,842	15	2,324,120	53	987,397	23	418,618	10	-	-	1,406,015	33
Tshopo	2,882,058	672,896	23	1,656,126	57	449,694	16	103,341	4	-	-	553,036	20
Tshuapa	2,045,819	423,138	21	902,227	44	638,827	31	81,627	4	-	-	720,454	35
Grand Total	109,594,986	33,840,846	30	52,343,793	48	20,465,066	19	2,945,282	3	-	-	23,410,347	22

COMPARAISON PAR RAPPORT À L'ANALYSE ANTÉRIEURE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

La couverture des analyses IPC de l'Insécurité Alimentaire Aiguë (AAI) en RDC a, au fil du temps beaucoup évolué, passant de 109 territoires en 2019 à 186 zones sur cette dernière analyse, incluant 145 territoires, 41 zones urbaines (y compris les 26 communes de la ville de Kinshasa). Une comparaison historique nécessite donc de prendre en compte cette évolution qui a vu la population couverte par les analyses IPC AFI passer de 60,7 millions en 2019 à plus de 109,9 millions de personnes pour l'analyse IPC 2023.

La tendance d'une réduction de la proportion de personnes en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et plus) amorcée après un pic à 33% au deuxième semestre 2020, se poursuit en 2023.

Sur cette dernière analyse, la part des personnes en Phases 3 et 4 de l'IPC se situe à des niveaux les plus faibles depuis fin 2018 – 2019, en particulier pour la période projetée : 22% pour la période de janvier à juin 2024 contre 28% en janvier – mai 2020.

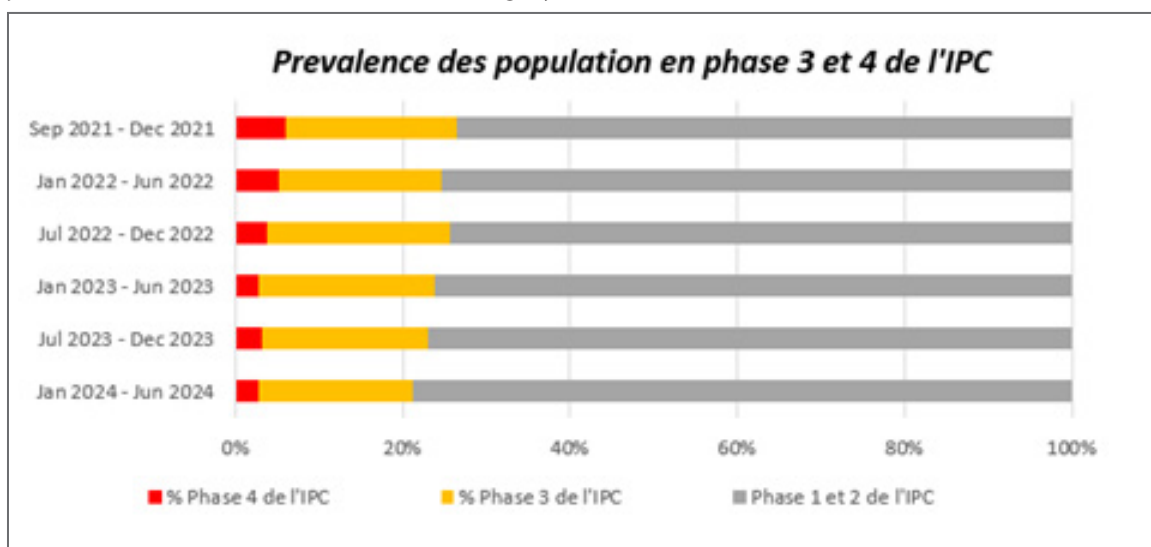
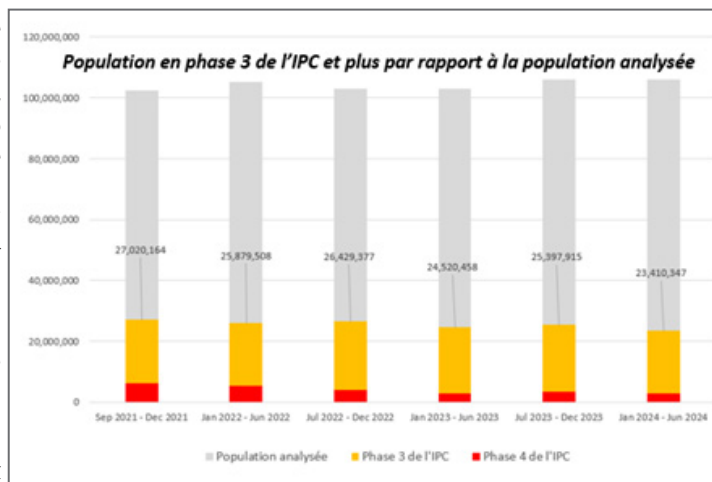
La tendance de réduction de la proportion de personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) se confirme également pour ce 22ème cycle d'analyse avec 3% des personnes en Phase 4 pour juillet – décembre 2023 comme pour la période projetée (janvier à juin 2024), contre 4% sur la précédente analyse (21ème cycle) et 5% et 6% pour le 20ème cycle. En comparant la période de juillet – décembre 2023 à celle de juillet – décembre 2022, la proportion des personnes en Phase 3 et plus de l'IPC se réduit de 26% à 23%, avec pour la Phase 4 de l'IPC une baisse de 4% à 3%.

Sur les 186 zones analysées sur ces deux périodes, 79 territoires (répartis dans 16 provinces) et 13 communes de Kinshasa enregistrent une amélioration de leur situation de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, 61 zones enregistrent une détérioration et 32 une situation similaire à celle de l'année passée. Les plus fortes détériorations (de l'ordre de 20% à 30%) apparaissent pour les territoires de Kasenga (dans le Haut Katanga) et à Bandundu (Kwilu) qui basculent d'une Phase 2 à une Phase 3.

Le territoire de Kwamouth dans la province du Maindombe connaît également une forte dégradation, sa situation de sécurité alimentaire basculant d'une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), pour la période allant de juillet à décembre 2022 à une situation d'Urgence (Phase 4) pour la période de juillet – décembre 2023.

Les plus fortes améliorations (de l'ordre de 25% à 15%) sont à mentionner sur les zones de Beni (Nord Kivu), Makanza, Basankusu, Ingende et Lukolela (Equateur), Demba et Dibaya (Kasaï Central), Lului (Kwilu), Bongandanga (Mongala), Nyiragongo (Nord Kivu), Lubefu et Lodja (Sankuru), Fizi dans le Sud Kivu et Moba (Tanganyika).



RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse :

Au regard des différents indicateurs de résultats du processus IPC aiguë, la République Démocratique du Congo demeure en phase de crise alimentaire aiguë et de moyens d'existence (phase 3 et 4 de l'échelle de IPC IAA). Cette situation nécessite des interventions d'urgence sans lesquelles de nombreux ménages seront dans l'incapacité de couvrir leurs besoins à court terme. Ils seront contraints d'adopter davantage de stratégies qui fragilisent les systèmes de production et l'économie locale et qui mettent en péril leur protection, compromettant davantage le bien-être de la population. Des effets pervers seront aussi observés sur l'environnement qui se dégradera davantage pour répondre aux besoins alimentaires. On assistera également à une baisse significative des capacités de production nationale à cause de la non-disponibilité de la main d'œuvre valide.

Les recommandations envisagent une approche de la sécurité alimentaire dans une logique de continuité entre les urgences, la post-urgence et les actions permettant de développer les systèmes alimentaires tout en renforçant la résilience des populations aux différents chocs auxquels elles font régulièrement face. Dans cette perspective, l'état joue le rôle central pour adresser les causes structurelles tout en mettant en place des mécanismes de protection sociale qui accompagneront les plus vulnérables de façon soutenue.

Les recommandations principales qui pour la plupart sont à l'endroit du gouvernement mais qui doivent être appuyées par les partenaires techniques et financiers sont :

- Soutenir les efforts visant le rétablissement de la paix et la sécurité en vue de mettre fin à la violence et protéger les civils dans l'Est du pays et ce afin de prévenir toute résurgence de conflit ;
- Mobiliser des capacités et ressources additionnelles pour mettre à l'échelle les réponses d'urgence d'assistance alimentaire dans les territoires affectés par les conflits en soutien aux populations en Phase 3 (Crise) et Phase 4 (Urgence) de l'IPC aiguë pour améliorer leur consommation alimentaire ;
- Soutenir les acteurs humanitaires dans la mise à l'échelle des opérations en facilitant l'accès humanitaire dans les zones de combats et les zones sous contrôle des forces non étatiques ;
- Appuyer à la mise en place et l'opérationnalisation d'un mécanisme de contrôle et de maîtrise des prix des denrées alimentaires, à travers l'organisation et le déploiement de la réserve stratégique nationale sur l'ensemble du territoire. Ce contrôle et maîtrise des prix devraient aussi concerner les produits pétroliers ;
- Soutenir, protéger et restaurer les moyens d'existence des ménages en insécurité alimentaire à travers des accompagnements dans la reconstitution de leur capital productif (y compris la relance agricole en faveur des populations retournées) ;
- Étendre l'échelle des projets de filets sociaux existant et mobiliser les acteurs du pays pour la mise en place d'un programme de protection sociale, incluant un registre unique des populations permettant des interventions conjointes et multisectorielles ;
- Mettre en œuvre la feuille de route du sommet sur les systèmes alimentaires ainsi que les politiques nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Pour les zones à forte potentialité agricole, favoriser les échanges commerciaux et l'écoulement des produits agricoles vers les centres de consommation, soutenir la production des semences de qualité ou à haut rendement et assurer la réhabilitation ainsi que le maintien des routes de dessertes agricoles ;
- Renforcer les mesures de lutte contre les maladies d'origine hydrique à travers l'amélioration de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, principalement dans les zones endémiques.
- Allouer au secteur agricole les ressources adéquates et en assurer le décaissement effectif conformément aux engagements de Maputo et Malabo.

Facteurs des risques à surveiller et d'actualisation de la situation :

Le 22ème cycle de l'analyse IPC IAA a permis d'identifier plusieurs facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë. Dans le but de prévenir une détérioration de la situation, ces facteurs de risques sont à surveiller. Il s'agit de :

- L'évolution des prix des produits de base, notamment des produits pétroliers, suite à la dépréciation de la monnaie locale et à la baisse drastique des produits de base sur les marchés ;
- Les conflits armés, notamment à l'Est du pays, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu, Ituri et Tanganyika ;
- Les conflits intercommunautaires dans les provinces du Haut-Katanga, Maindombe et de la Tshopo ;
- Les déplacements des populations consécutifs aux conflits ;
- Les perturbations climatiques ;
- Les attaques des ravageurs des cultures ainsi que les épizooties ;
- L'état des routes de desserte agricole délabré ;
- Le processus électoral en cours et son impact sur la stabilité politique du pays.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Processus méthodologique pour l'insécurité alimentaire aiguë :

Les travaux d'analyse IPC se sont déroulés sur une période allant du 14 au 31 août 2023. Du 14 au 24 août, les travaux ont été organisés au sein de cinq pools couvrant les 26 provinces du pays. Du 28 au 31 août, une consolidation nationale s'est tenue, à Kinshasa, pour une revue et validation technique des résultats. Cette réunion organisée sous l'égide du Groupe de Travail Technique (GTT) a vu la participation des représentants de tous les pools.

Au sein de chaque pool, les travaux ont commencé par une formation IPC de niveau 1 sur les notions de base autour de la sécurité alimentaire suivie des quatre grandes fonctions de l'IPC, ainsi que les différents protocoles. À l'issue de cette formation, les nouveaux analystes dans le processus ont passé le test IPC en ligne en vue de la certification de niveau 1. La formation s'est étalée sur une durée de quatre jours suivie d'une période d'analyses de sept jours. En ligne avec les protocoles IPC, les analyses de chaque pool ont été facilitées par un analyste certifié IPC de niveau 3. Pour chaque pool, les analyses ont été revues et améliorées et ont fait l'objet d'une première plénière de pool. La session de la consolidation nationale s'est vue honorée par la présence du Secrétaire Général à l'Agriculture ainsi que certains services techniques étatiques.

Les partenaires ayant pris part à cette analyse sont entre autres: Gouvernement: **INS, MINAGRI, CAID, Pêche et élevage, Action Humanitaire, Développement rural, Ministère de la santé**; **ONGI : Action contre la faim, ACTED, REACH, Solidarité International, COOPI, Save the Children, Caritas, Croix Rouge DRC**; **Institutions techniques : FEWS NET, Mouvement de la croix rouge et croissants rouge, IFRC, ICRC**; **ONG nationales : ABCOM, APTAMAKO, ANPTP, RCID, GRAPEDECO, UPDDH; CH-ACDD, AJEDEC, BACS, APROBES, TDH, BAEDI**; **Universités: UNIKIN, UNIKIS, UNIKAL, UEA**; **Agences des Nations unies : UNWFP, UNFAO, UNICEF avec l'appui du Cluster Sécurité Alimentaire et de l'Unité de Support Global de l'IPC (GSU-IPC).**

Les analyses ont couvert les 26 provinces que compte le pays dont 145 territoires en zones rurales et 41 zones urbaines (dont les 24 communes de la ville de Kinshasa), soit un total de 186 unités analysées.

Ressources :

En termes de données, ce 22ème cycle a bénéficié de plusieurs sources de données venant de plusieurs structures techniques de l'État ainsi que des enquêtes EFSA financées par le programme alimentaire mondiale et conduites par des partenaires gouvernementaux (INS, PRIMATURE/CAID, PRONANUT, SNSA) en collaboration avec REACH, PAM et FAO. Le processus de collecte des données EFSA a bénéficié d'un appui technique conséquent de REACH Initiative. Les enquêtes EFSA ont fourni les indicateurs de résultats directs, représentatifs au niveau Territoire, quantifiant la consommation alimentaire des ménages ainsi que le changement des moyens d'existence. Ces enquêtes ont largement pris en compte des exigences IPC en termes de robustesse de la méthodologie se basant sur plus de 150 ménages interrogés pour plus de 25 grappes et de données représentatives de la période courante de l'analyse. Des informations sur les Indicateurs de résultats sur la consommation alimentaire et les changements de moyen d'existence ont également été disponibles au niveau Province.

Les données de la nutrition ont été rendues disponibles par le PRONANUT au moyen des enquêtes de surveillance épidémiologique (Bulletin SNSAP). Des données d'enquêtes SMART ont également été utilisées pour quelques zones seulement.

Par ailleurs, les données suivantes ont été disponibles par les partenaires pour renseigner les facteurs contributifs de l'analyse. Cela inclut :

- Pour les risques et vulnérabilité : les données de pluviométrie de FEWS NET et d'indice de végétation du PAM, les informations sécuritaires issues des bulletins OCHA, les informations sur les déplacements de populations (DTM, OCHA), la situation épidémiologique de rougeole, choléra et autres maladies (OMS), les Évaluations Rapides multisectorielles (ERM), les bulletins de suivi de la situation humanitaire (REACH, CARE), les informations sur l'assistance alimentaire humanitaire fournie par le cluster sécurité alimentaire et les données de l'enquête EFSA sur les chocs.
- Pour la disponibilité alimentaire : les données de la production de la dernière saison A (MINAGRI) et des informations sur le taux de pratique de l'agriculture, les contraintes en matière de cultures, la durée des stocks, la possession de bétail provenant de l'EFSA, des informations sur la taille des cheptels fournies par le ministère de l'Élevage.
- Pour l'accès alimentaire : les bulletins de suivi des prix mKengela et Lokole de la CAID, les données et projection des prix (FEWS NET), les bulletins de suivi de prix et coût du panier alimentaire moyen (REACH), les marchés et l'accès physique aux marchés (MINAGRI), les sources d'approvisionnement des aliments et les taux de dépenses alimentaires (EFSA).
- Pour l'utilisation : les données de l'EFSA ont principalement été utilisées concernant l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Limites de l'analyse :

- Le processus de l'analyse a connu quelques limites parmi lesquelles on peut noter les points suivants:
- Présence limitée de certaines ONG internationales qui ont l'habitude d'appuyer les analyses IPC.
- Insuffisance des données en termes de facteurs contributifs pour quelques zones seulement telles que Djugu, Goma, Rutshuru et Boma, même si cela n'a pas empêché la classification de ces zones.
- Absence de certains anciens analystes dans le processus du fait de leur indisponibilité.

Ce que sont l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë pour l'IPC?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë sont définis par toute manifestation d'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. La classification IPC de l'insécurité alimentaire aiguë est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire. La classification IPC de la malnutrition aiguë cherche à identifier les zones où il existe une grande proportion d'enfants malnutris aigus d'après la mesure de l'indice poids-pour-taille de préférence mais aussi du PB éventuellement.

Insécurité alimentaire aiguë nom et description de la phase

Phase 1 Nulle/ Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels ; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages : • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité ; ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d' inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont manifestes. (Pour une classification en phase Famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Pour de plus amples informations, contacter:

Mike Limbuko

Président du Groupe de Travail Technique RDC

limbuko@outlook.com

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du ministère de l'Agriculture. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO et du PAM.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en oeuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

Partenaires de l'analyse IPC:



Tableau détaillé des populations par phase pour la période actuelle (juillet 2023 - décembre 2023)															
Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Bas Uélé	Aketi	244,875	36,731	15	159,168	65	36,731	15	12,243	5	0	0	3	48,974	20
	Ango	123,490	30,872	25	61,745	50	24,698	20	6,174	5	0	0	3	30,872	25
	Bambesa	148,372	22,255	15	96,441	65	22,255	15	7,418	5	0	0	3	29,673	20
	Bondo	299,912	59,982	20	164,951	55	59,982	20	14,995	5	0	0	3	74,977	25
	Buta	311,662	62,332	20	186,997	60	46,749	15	15,583	5	0	0	3	62,332	20
	Poko	267,466	40,119	15	173,852	65	40,119	15	13,373	5	0	0	3	53,492	20
	Total	1,395,777	252,294	18	843,157	60	230,537	17	69,789	5	0	0		300,326	22
Equateur	Basankusu	323,130	96,939	30	161,565	50	64,626	20	-	-	0	0	3	64,626	20
	Bikoro	279,229	83,768	30	111,691	40	69,807	25	13,961	5	0	0	3	83,768	30
	Bolomba	389,721	116,916	30	175,374	45	77,944	20	19,486	5	0	0	3	97,430	25
	Bomongo	166,866	58,403	35	66,746	40	33,373	20	8,343	5	0	0	3	41,716	25
	Ingende	224,967	78,738	35	101,235	45	44,993	20	-	-	0	0	3	44,993	20
	Lukolela	155,393	46,617	30	77,696	50	23,308	15	7,769	5	0	0	3	31,077	20
	Makanza	106,129	37,145	35	53,064	50	15,919	15	-	-	0	0	2	15,919	15
	Mbandaka	329,161	115,206	35	164,580	50	49,374	15	-	-	0	0	2	49,374	15
Total	1,974,596	633,735	32	911,954	46	379,347	19	49,560	3	0	0		428,907	22	
Haut Uélé	Dungu	259,069	77,720	30	129,534	50	38,860	15	12,953	5	0	0	3	51,813	20
	Faradje	486,947	170,431	35	219,126	45	73,042	15	24,347	5	0	0	3	97,389	20
	Niangara	152,611	45,783	30	76,305	50	22,891	15	7,630	5	0	0	3	30,521	20
	Rungu	466,032	163,111	35	209,714	45	69,904	15	23,301	5	0	0	3	93,205	20
	Wamba	546,216	136,554	25	300,418	55	81,932	15	27,310	5	0	0	3	109,242	20
	Watsa	375,334	112,600	30	168,900	45	75,066	20	18,766	5	0	0	3	93,832	25
	Total	2,286,209	706,201	31	1,104,000	48	361,698	16	114,310	5	0	0		476,008	21
Haut-Katanga	Kambove	414,492	124,347	30	269,419	65	20,724	5	-	-	0	0	2	20,724	5
	Kasenga	461,100	92,220	20	207,495	45	138,330	30	23,055	5	0	0	3	161,385	35
	Kipushi	359,831	107,949	30	233,890	65	17,991	5	-	-	0	0	2	17,991	5
	Lubumbashi	2,868,942	1,434,471	50	1,291,023	45	143,447	5	-	-	0	0	2	143,447	5
	Mitwaba	352,843	70,568	20	141,137	40	123,495	35	17,642	5	0	0	3	141,137	40
	Pweto	684,852	171,213	25	273,940	40	205,455	30	34,242	5	0	0	3	239,697	35
	Sakania	284,683	85,404	30	170,809	60	28,468	10	-	-	0	0	2	28,468	10
	Total	5,426,743	2,086,174	38	2,587,717	48	677,912	12	74,940	1	0	0		752,852	14
Haut-Lomami	Bukama	1,223,580	244,716	20	611,790	50	305,895	25	61,179	5	0	0	3	367,074	30
	Kabongo	859,616	601,731	70	214,904	25	42,980	5	-	-	0	0	2	42,980	5
	Kamina	713,093	213,927	30	356,546	50	142,618	20	-	-	0	0	3	142,618	20
	Kaniama	329,100	148,095	45	164,550	50	16,455	5	-	-	0	0	2	16,455	5
	Malemba-nkulu	1,065,923	319,776	30	426,369	40	319,776	30	-	-	0	0	3	319,776	30
	Total	4,191,312	1,528,247	36	1,774,160	42	827,726	20	61,179	1	0	0		888,905	21
Ituri	Aru	800,346	320,138	40	360,155	45	120,051	15	-	-	0	0	2	120,051	15
	Djugu	1,451,845	217,776	15	580,738	40	508,145	35	145,184	10	0	0	3	653,329	45
	Irumu	459,897	137,969	30	183,958	40	114,974	25	22,994	5	0	0	3	137,968	30
	Mahagi	1,118,097	223,619	20	559,048	50	279,524	25	55,904	5	0	0	3	335,428	30
	Mambasa	300,761	60,152	20	150,380	50	75,190	25	15,038	5	0	0	3	90,228	30
	Total	4,130,946	959,656	23	1,834,282	44	1,097,886	27	239,122	6	0	0		1,337,008	32
Kasaï	Dekese	133,628	53,451	40	40,088	30	40,088	30	-	-	0	0	2	40,088	30
	Ilebo	475,874	118,968	25	166,555	35	142,762	30	47,587	10	0	0	3	190,349	40
	Kamonia	1,187,218	178,082	15	474,887	40	415,526	35	118,721	10	0	0	3	534,247	45
	Luebo	360,661	72,132	20	144,264	40	108,198	30	36,066	10	0	0	3	144,264	40
	Mweka	608,516	152,129	25	243,406	40	182,554	30	30,425	5	0	0	3	212,979	35
	Total	2,765,897	574,764	21	1,069,202	39	889,130	32	232,801	8	0	0		1,121,931	41
Kasaï Central	Demba	731,289	146,257	20	329,080	45	219,386	30	36,564	5	0	0	3	255,950	35
	Dibaya	555,960	166,788	30	222,384	40	138,990	25	27,798	5	0	0	3	166,788	30
	Dimbelenge	420,284	84,056	20	168,113	40	147,099	35	21,014	5	0	0	3	168,113	40
	Kananga	963,515	240,878	25	385,406	40	289,054	30	48,175	5	0	0	3	337,229	35
	Kazumba	872,728	130,909	15	392,727	45	305,454	35	43,636	5	0	0	3	349,090	40

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kasaï Central	Luiza	810,942	162,188	20	324,376	40	243,282	30	81,094	10	0	0	3	324,376	40
	Total	4,354,718	931,079	21	1,822,088	42	1,343,268	31	258,283	6	0	0		1,601,551	37
Kasaï Oriental	Kabeya-kamwanga	166,366	33,273	20	66,546	40	49,909	30	16,636	10	0	0	3	66,545	40
	Katanda	350,660	70,132	20	157,797	45	87,665	25	35,066	10	0	0	3	122,731	35
	Lupatapata	285,247	85,574	30	114,098	40	71,311	25	14,262	5	0	0	3	85,573	30
	Mbuji-mayi	2,706,194	676,548	25	1,353,097	50	676,548	25	-	-	0	0	3	676,548	25
	Miabi	302,234	60,446	20	136,005	45	75,558	25	30,223	10	0	0	3	105,781	35
	Tshilenge	463,345	139,003	30	231,672	50	92,669	20	-	-	0	0	3	92,669	20
Total	4,274,046	1,064,978	25	2,059,217	48	1,053,663	25	96,188	2	0	0		1,149,851	27	
Kinshasa	Bandalungwa	333,387	116,685	35	166,693	50	50,008	15	-	-	0	0	2	50,008	15
	Barumbu	278,625	97,518	35	153,243	55	27,862	10	-	-	0	0	2	27,862	10
	Bumbu	760,215	228,064	30	342,096	45	190,053	25	-	-	0	0	3	190,053	25
	Gombe	163,493	138,969	85	24,523	15	-	-	-	-	0	0	1	-	-
	Kalamu	506,440	227,898	45	202,576	40	75,966	15	-	-	0	0	2	75,966	15
	Kasa vubu	243,757	97,502	40	121,878	50	24,375	10	-	-	0	0	2	24,375	10
	Kimbanseke	1,807,141	542,142	30	903,570	50	361,428	20	-	-	0	0	3	361,428	20
	Kinshasa	307,076	138,184	45	122,830	40	46,061	15	-	-	0	0	2	46,061	15
	Kintambo	192,017	105,609	55	67,205	35	19,201	10	-	-	0	0	2	19,201	10
	Kisenso	794,541	278,089	35	357,543	45	158,908	20	-	-	0	0	3	158,908	20
	Lemba	590,798	324,938	55	236,319	40	29,539	5	-	-	0	0	2	29,539	5
	Limete	729,113	291,645	40	364,556	50	72,911	10	-	-	0	0	2	72,911	10
	Lingwala	157,833	47,349	30	102,591	65	7,891	5	-	-	0	0	2	7,891	5
	Makala	564,247	169,274	30	253,911	45	141,061	25	-	-	0	0	3	141,061	25
	Maluku	450,811	90,162	20	247,946	55	90,162	20	22,540	5	0	0	3	112,702	25
	Masina	1,119,101	279,775	25	615,505	55	167,865	15	55,955	5	0	0	3	223,820	20
	Matete	529,077	264,538	50	211,630	40	52,907	10	-	-	0	0	2	52,907	10
	Mont ngafula	718,017	359,008	50	287,206	40	71,801	10	-	-	0	0	2	71,801	10
	Ndjili	590,831	147,707	25	354,498	60	88,624	15	-	-	0	0	2	88,624	15
	Ngaba	333,830	116,840	35	166,915	50	50,074	15	-	-	0	0	2	50,074	15
Ngaliema	1,423,244	711,622	50	569,297	40	142,324	10	-	-	0	0	2	142,324	10	
Ngiri-ngiri	297,653	44,647	15	208,357	70	44,647	15	-	-	0	0	2	44,647	15	
Nsele	322,837	129,134	40	145,276	45	48,425	15	-	-	0	0	2	48,425	15	
Selembao	638,682	191,604	30	351,275	55	95,802	15	-	-	0	0	2	95,802	15	
Total	13,852,766	5,138,914	37	6,577,450	47	2,057,906	15	78,496	1	0	0		2,136,402	15	
Kongo Central	Boma	333,426	150,041	45	133,370	40	50,013	15	-	-	0	0	2	50,013	15
	Kasangulu	469,557	211,300	45	187,822	40	70,433	15	-	-	0	0	2	70,433	15
	Kimvula	161,929	72,868	45	56,675	35	24,289	15	8,096	5	0	0	3	32,385	20
	Lukula	637,458	286,856	45	223,110	35	127,491	20	-	-	0	0	3	127,491	20
	Luozi	497,795	174,228	35	199,118	40	99,559	20	24,889	5	0	0	3	124,448	25
	Madimba	823,076	370,384	45	288,076	35	164,615	20	-	-	0	0	3	164,615	20
	Matadi	635,861	254,344	40	286,137	45	95,379	15	-	-	0	0	3	95,379	15
	Mbanza-ngungu	1,358,719	611,423	45	543,487	40	203,807	15	-	-	0	0	2	203,807	15
	Moanda	665,629	299,533	45	266,251	40	99,844	15	-	-	0	0	2	99,844	15
	Seke-banza	478,638	215,387	45	191,455	40	71,795	15	-	-	0	0	2	71,795	15
	Songololo	645,773	258,309	40	258,309	40	129,154	20	-	-	0	0	3	129,154	20
	Tshela	807,760	323,104	40	282,716	35	161,552	20	40,388	5	0	0	3	201,940	25
Total	7,515,621	3,227,780	43	2,916,530	39	1,297,936	17	73,374	1	0	0		1,371,310	18	
Kwango	Feshi	429,139	150,198	35	193,112	45	85,827	20	-	-	0	0	3	85,827	20
	Kahemba	478,221	143,466	30	215,199	45	119,555	25	-	-	0	0	3	119,555	25
	Kasongo-lunda	865,500	259,650	30	389,475	45	216,375	25	-	-	0	0	3	216,375	25
	Kenge	790,937	237,281	30	355,921	45	158,187	20	39,546	5	0	0	3	197,733	25
	Popokabaka	219,570	76,849	35	87,828	40	43,914	20	10,978	5	0	0	3	54,892	25
	Total	2,783,367	867,446	31	1,241,537	45	623,859	22	50,525	2	-	-		674,384	24

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kwilu	Bagata	721,430	252,500	35	216,429	30	216,429	30	36,071	5				252,500	35
	Bandundu	287,907	86,372	30	86,372	30	100,767	35	14,395	5	0	0	3	115,162	40
	Bulungu	1,757,980	791,091	45	703,192	40	263,697	15	-	-	0	0	3	263,697	15
	Gungu	775,857	349,135	45	232,757	30	155,171	20	38,792	5	0	0	2	193,963	25
	Idiofa	1,805,799	812,609	45	722,319	40	270,869	15	-	-	0	0	3	270,869	15
	Kikwit	718,173	323,177	45	287,269	40	107,725	15	-	-	0	0	2	107,725	15
	Masi-manimba	1,051,904	315,571	30	420,761	40	315,571	30	-	-			3	315,571	30
	Total	7,119,050	2,930,458	41	2,669,101	37	1,430,232	20	89,260	1	0	0	7	1,519,492	21
Lomami	Kabinda	618,735	247,494	40	247,494	40	92,810	15	30,936	5	0	0	3	123,746	20
	Kamiji	91,773	27,531	30	36,709	40	22,943	25	4,588	5	0	0	3	27,531	30
	Lubao	501,588	200,635	40	225,714	45	75,238	15	-	-	0	0	2	75,238	15
	Luilu	794,366	357,464	45	317,746	40	79,436	10	39,718	5	0	0	2	119,154	15
	Mwene ditu	621,652	310,826	50	217,578	35	93,247	15	-	-	0	0	2	93,247	15
	Ngandajika	714,040	285,616	40	321,318	45	107,106	15	-	-	0	0	2	107,106	15
	Total	3,342,154	1,429,568	43	1,366,560	41	470,782	14	75,244	2	0	0	7	546,026	16
Lualaba	Dilolo	774,562	154,912	20	542,193	70	77,456	10	-	-	0	0	2	77,456	10
	Kapanga	426,505	127,951	30	234,577	55	63,975	15	-	-	0	0	2	63,975	15
	Lubudi	899,488	314,820	35	449,744	50	134,923	15	-	-	0	0	2	134,923	15
	Mutshatsha	429,543	107,385	25	257,725	60	64,431	15	-	-	0	0	2	64,431	15
	Sandoa	595,263	119,052	20	386,920	65	89,289	15	-	-	0	0	2	89,289	15
	Total	3,470,040	824,123	24	1,871,162	54	430,076	12	-	-	0	0	7	430,076	12
Maniema	Kabambare	564,612	112,922	20	254,075	45	141,153	25	56,461	10	0	0	3	197,614	35
	Kailo	186,311	55,893	30	83,839	45	37,262	20	9,315	5	0	0	3	46,577	25
	Kasongo	798,131	239,439	30	359,158	45	159,626	20	39,906	5	0	0	3	199,532	25
	Kibombo	247,824	61,956	25	123,912	50	49,564	20	12,391	5	0	0	2	61,955	25
	Kindu	342,598	119,909	35	171,299	50	51,389	15	-	-	0	0	3	51,389	15
	Lubutu	263,181	52,636	20	131,590	50	65,795	25	13,159	5	0	0	3	78,954	30
	Pangi	492,098	123,024	25	246,049	50	98,419	20	24,604	5	0	0	3	123,023	25
	Punia	224,315	44,863	20	123,373	55	44,863	20	11,215	5	0	0	3	56,078	25
	Total	3,119,070	810,644	26	1,493,298	48	648,074	21	167,054	5	0	0	3	815,128	26
Mai-Ndombe	Bolobo	187,167	56,150	30	93,583	50	37,433	20	-	-	0	0	3	37,433	20
	Inongo	509,784	178,424	35	229,402	45	101,956	20	-	-	0	0	3	101,956	20
	Kiri	254,359	89,025	35	114,461	45	38,153	15	12,717	5	0	0	3	50,870	20
	Kutu	509,399	101,879	20	254,699	50	127,349	25	25,469	5	0	0	3	152,818	30
	Kwamouth	168,597	33,719	20	50,579	30	50,579	30	33,719	20	0	0	4	84,298	50
	Mushie	166,588	49,976	30	83,294	50	24,988	15	8,329	5			3	33,317	20
	Oshwe	448,877	157,106	35	201,994	45	67,331	15	22,443	5	0	0	3	89,774	20
	Yumbi	161,522	48,456	30	72,684	45	32,304	20	8,076	5	0	0	3	40,380	25
	Total	2,406,293	714,739	30	1,100,700	46	480,097	20	110,757	5	0	0	3	590,854	25
Mongala	Bonganda	719,231	215,769	30	323,653	45	179,807	25	-	-	0	0	3	179,807	25
	Bumba	896,784	313,874	35	358,713	40	224,196	25	-	-	0	0	3	224,196	25
	Lisala	636,240	286,308	45	222,684	35	127,248	20	-	-	0	0	3	127,248	20
	Total	2,252,255	815,952	36	905,052	40	531,252	24	-	-	0	0		531,252	24
Nord Kivu	Beni	1,358,539	339,634	25	747,196	55	203,780	15	67,926	5	0	0	3	271,706	20
	Beni-ville	367,882	110,364	30	183,941	50	55,182	15	18,394	5	0	0	3	73,576	20
	Butembo	699,888	244,960	35	349,944	50	69,988	10	34,994	5	0	0	2	104,982	15
	Goma	833,663	291,782	35	416,831	50	83,366	10	41,683	5	0	0		125,049	15
	Lubero	1,400,932	490,326	35	420,279	30	420,279	30	70,046	5	0	0	2	490,325	35
	Masisi	1,801,608	360,321	20	720,643	40	540,482	30	180,160	10	0	0		720,642	40
	Nyiragongo	416,832	125,049	30	166,732	40	83,366	20	41,683	10	0	0	3	125,049	30
	Rutshuru	1,492,255	298,451	20	671,514	45	373,063	25	149,225	10	0	0	3	522,288	35
	Walikale	565,691	113,138	20	254,560	45	141,422	25	56,569	10	0	0	2	197,991	35
	Total	8,937,290	2,374,029	27	3,931,644	44	1,970,933	22	660,684	7	0	0		2,631,617	29

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Nord-Ubangi	Bosobolo	401,195	100,298	25	140,418	35	140,418	35	20,059	5	0	0	3	160,477	40
	Businga	579,326	144,831	25	202,764	35	202,764	35	28,966	5	0	0	3	231,730	40
	Mobayi-Mbongo	128,788	38,636	30	51,515	40	38,636	30	-	-	0	0	3	38,636	30
	Ville de Gbadolite	166,169	49,850	30	66,467	40	41,542	25	8,308	5	0	0	3	49,850	30
	Yakoma	377,977	113,393	30	170,089	45	75,595	20	18,898	5	0	0	3	94,493	25
	Total	1,653,455	447,010	27	631,255	38	498,956	30	76,233	5	0	0		575,189	35
Sankuru	Katako-kombe	479,074	215,583	45	167,675	35	95,814	20	-	-	0	0	3	95,814	20
	Kole	278,161	111,264	40	125,172	45	27,816	10	13,908	5	0	0	2	41,724	15
	Lomela	304,966	91,489	30	167,731	55	30,496	10	15,248	5	0	0	2	45,744	15
	Lubefu	637,758	286,991	45	223,215	35	127,551	20	-	-	0	0	3	127,551	20
	Lusambo	469,336	258,134	55	117,334	25	70,400	15	23,466	5	0	0	3	93,866	20
	Territoire de LODJA	702,671	210,801	30	386,469	55	70,267	10	35,133	5	0	0	2	105,400	15
Total	2,871,966	1,174,265	41	1,187,598	41	422,347	15	87,757	3	0	0		510,104	18	
Sud Kivu	Bukavu	1,052,562	421,024	40	526,281	50	105,256	10	-	-	0	0	2	105,256	10
	Fizi	927,728	231,932	25	463,864	50	231,932	25	-	-	0	0	3	231,932	25
	Idjwi	312,932	62,586	20	187,759	60	62,586	20	-	-	0	0	3	62,586	20
	Kabare	1,141,898	285,474	25	628,043	55	228,379	20	-	-	0	0	3	228,379	20
	Kalehe	931,186	186,237	20	419,033	45	279,355	30	46,559	5	0	0	3	325,914	35
	Mwenga	826,852	165,370	20	537,453	65	124,027	15	-	-	0	0	2	124,027	15
	Shabunda	742,596	148,519	20	371,298	50	185,649	25	37,129	5	0	0	3	222,778	30
	Uvira	567,725	170,317	30	283,862	50	85,158	15	28,386	5	0	0	3	113,544	20
	Walungu	840,045	378,020	45	378,020	45	84,004	10	-	-	0	0	2	84,004	10
Total	7,343,524	2,049,482	28	3,795,616	52	1,386,350	19	112,075	2	0	0		1,498,425	20	
Sud-Ubangi	Budjala	711,520	249,031	35	320,184	45	106,728	15	35,576	5	0	0	3	142,304	20
	Gemena	1,374,706	481,147	35	549,882	40	274,941	20	68,735	5	0	0	3	343,676	25
	Kungu	540,644	162,193	30	216,257	40	108,128	20	54,064	10	0	0	3	162,192	30
	Libenge	462,197	115,549	25	184,878	40	138,659	30	23,109	5	0	0	3	161,768	35
	Zongo	90,649	27,194	30	40,792	45	18,129	20	4,532	5	0	0	3	22,661	25
	Total	3,179,716	1,035,116	33	1,311,995	41	646,587	20	186,018	6	0	0		832,605	26
Tanganyika	Kabalo	387,543	77,508	20	174,394	45	116,262	30	19,377	5	0	0	3	135,639	35
	Kalemie	997,403	199,480	20	448,831	45	249,350	25	99,740	10	0	0	3	349,090	35
	Kongolo	755,680	151,136	20	377,840	50	226,704	30	-	-	0	0	3	226,704	30
	Manono	1,079,546	215,909	20	539,773	50	215,909	20	107,954	10	0	0	3	323,863	30
	Moba	746,718	149,343	20	410,694	55	149,343	20	37,335	5	0	0	3	186,678	25
	Nyunzu	398,087	39,808	10	218,947	55	99,521	25	39,808	10	0	0	3	139,329	35
Total	4,364,977	833,187	19	2,170,481	50	1,057,092	24	304,217	7	0	0		1,361,309	31	
Tshopo	Bafwasende	203,990	40,798	20	122,394	60	30,598	15	10,199	5	0	0	3	40,797	20
	Banalia	249,245	74,773	30	124,622	50	37,386	15	12,462	5	0	0	3	49,848	20
	Basoko	331,368	66,273	20	215,389	65	33,136	10	16,568	5	0	0	2	49,704	15
	Isangi	547,109	82,066	15	300,909	55	136,777	25	27,355	5	0	0	3	164,132	30
	Kisangani	815,230	203,807	25	489,138	60	81,523	10	40,761	5	0	0	2	122,284	15
	Opala	255,574	51,114	20	153,344	60	38,336	15	12,778	5	0	0	3	51,114	20
	Ubundu	302,592	60,518	20	181,555	60	45,388	15	15,129	5	0	0	3	60,517	20
	Yahuma	176,950	44,237	25	106,170	60	17,695	10	8,847	5	0	0	2	26,542	15
Total	2,882,058	623,590	22	1,693,523	59	420,842	15	144,103	5	0	0		564,945	20	
Tshuapa	Befale	317,663	63,532	20	142,948	45	95,298	30	15,883	5	0	0	3	111,181	35
	Boende	279,486	69,871	25	111,794	40	83,845	30	13,974	5	0	0	3	97,819	35
	Bokungu	606,471	121,294	20	272,911	45	181,941	30	30,323	5	0	0	3	212,264	35
	Djolu	367,832	73,566	20	147,132	40	128,741	35	18,391	5	0	0	3	147,132	40
	Ikela	340,566	68,113	20	136,226	40	102,169	30	34,056	10	0	0	3	136,225	40
	Monkoto	133,801	26,760	20	60,210	45	40,140	30	6,690	5	0	0	3	46,830	35
	Total	2,045,819	423,138	21	871,224	43	632,137	31	119,319	6	0	0		751,456	37
Grand Total		109,939,665	34,456,568	31	49,740,503	45	21,866,626	20	3,531,289	3	0	0		25,397,915	23

TABLEAU DETAILLE DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PÉRIODE PROJETEE (JANVIER 2024 – JUIN 2024)

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Bas Uélé	Aketi	244,875	36,731	15	146,925	60	48,975	20	12,243	5	0	0	3	61,218	25
	Ango	123,490	30,872	25	55,570	45	30,872	25	6,174	5	0	0	3	37,046	30
	Bambesa	148,372	14,837	10	103,860	70	22,255	15	7,418	5	0	0	3	29,673	20
	Bondo	299,912	59,982	20	134,960	45	74,978	25	29,991	10	0	0	3	104,969	35
	Buta	311,662	62,332	20	202,580	65	31,166	10	15,583	5	0	0	2	46,749	15
	Poko	267,466	40,119	15	160,479	60	53,493	20	13,373	5	0	0	3	66,866	25
	Total	1,395,777	244,876	18	804,376	58	261,741	19	84,784	6	0	0		346,525	25
Equateur	Basankusu	323,130	113,095	35	145,408	45	64,626	20	-	-	0	0	3	64,626	20
	Bikoro	279,229	97,730	35	125,653	45	55,845	20	-	-	0	0	3	55,845	20
	Bolomba	389,721	116,916	30	194,860	50	77,944	20	-	-	0	0	3	77,944	20
	Bomongo	166,866	58,403	35	75,089	45	33,373	20	-	-	0	0	3	33,373	20
	Ingende	224,967	78,738	35	101,235	45	44,993	20	-	-	0	0	3	44,993	20
	Lukolela	155,393	54,387	35	69,926	45	31,078	20	-	-	0	0	3	31,078	20
	Makanza	106,129	42,451	40	53,064	50	10,612	10	-	-	0	0	2	10,612	10
	Mbandaka	329,161	115,206	35	164,580	50	49,374	15	-	-	0	0	2	49,374	15
Total	1,974,596	676,929	34	929,819	47	367,848	19	-	-	0	0		367,848	19	
Haut Uélé	Dungu	259,069	77,720	30	142,487	55	38,860	15	-	-	0	0	3	38,860	15
	Faradje	486,947	170,431	35	219,126	45	97,389	20	-	-	0	0	3	97,389	20
	Niangara	152,611	38,152	25	76,305	50	30,522	20	7,630	5	0	0	3	38,152	25
	Rungu	466,032	139,809	30	256,317	55	69,904	15	-	-	0	0	3	69,904	15
	Wamba	546,216	163,864	30	300,418	55	81,932	15	-	-	0	0	3	81,932	15
	Watsa	375,334	112,600	30	187,667	50	56,300	15	18,766	5	0	0	3	75,066	20
	Total	2,286,209	702,580	31	1,182,323	52	374,909	16	26,397	1	0	0		401,306	18
Haut-Katanga	Kambove	414,492	124,347	30	269,419	65	20,724	5	-	-	0	0	2	20,724	5
	Kasenga	461,100	92,220	20	184,440	40	161,385	35	23,055	5	0	0	3	184,440	40
	Kipushi	359,831	107,949	30	233,890	65	17,991	5	-	-	0	0	2	17,991	5
	Lubumbashi	2,868,942	717,235	25	2,008,259	70	143,447	5	-	-	0	0	2	143,447	5
	Mitwaba	352,843	52,926	15	158,779	45	123,495	35	17,642	5	0	0	3	141,137	40
	Pweto	684,852	136,970	20	273,940	40	239,698	35	34,242	5	0	0	3	273,940	40
	Sakania	284,683	85,404	30	170,809	60	28,468	10	-	-	0	0	2	28,468	10
Total	5,426,743	1,317,054	24	3,299,539	61	735,210	14	74,940	1	0	0		810,150	15	
Haut-Lomami	Bukama	1,223,580	183,537	15	611,790	50	305,895	25	122,358	10	0	0	3	428,253	35
	Kabongo	859,616	644,712	75	128,942	15	85,961	10	-	-	0	0	2	85,961	10
	Kamina	713,093	142,618	20	392,201	55	178,273	25	-	-	0	0	3	178,273	25
	Kaniama	329,100	131,640	40	148,095	45	49,365	15	-	-	0	0	2	49,365	15
	Malemba-nkulu	1,065,923	213,184	20	479,665	45	373,073	35	-	-	0	0	3	373,073	35
	Total	4,191,312	1,315,692	31	1,760,694	42	992,568	24	122,358	3	0	0		1,114,926	27
Ituri	Aru	800,346	240,103	30	440,190	55	120,051	15	-	-	0	0	2	120,051	15
	Djugu	1,451,845	145,184	10	580,738	40	580,738	40	145,184	10	0	0	3	725,922	50
	Irumu	459,897	91,979	20	206,953	45	137,969	30	22,994	5	0	0	3	160,963	35
	Mahagi	1,118,097	279,524	25	447,238	40	335,429	30	55,904	5	0	0	3	391,333	35
	Mambasa	300,761	45,114	15	135,342	45	105,266	35	15,038	5	0	0	3	120,304	40
	Total	4,130,946	801,906	19	1,810,463	44	1,279,454	31	239,122	6	0	0		1,518,576	37
Kasaï	Dekese	133,628	40,088	30	46,769	35	40,088	30	6,681	5	0	0	3	46,769	35
	Ilebo	475,874	118,968	25	190,349	40	142,762	30	23,793	5	0	0	3	166,555	35
	Kamonia	1,187,218	237,443	20	534,248	45	356,165	30	59,360	5	0	0	3	415,525	35
	Luebo	360,661	90,165	25	162,297	45	90,165	25	18,033	5	0	0	3	108,198	30
	Mweka	608,516	152,129	25	273,832	45	152,129	25	30,425	5	0	0	3	182,554	30
	Total	2,765,897	638,795	23	1,207,497	44	781,310	28	138,295	5	0	0		919,605	33
Kasaï Central	Demba	731,289	182,822	25	329,080	45	182,822	25	36,564	5	0	0	3	219,386	30
	Dibaya	555,960	194,586	35	277,980	50	83,394	15	-	-	0	0	2	83,394	15
	Dimbelenge	420,284	84,056	20	189,127	45	147,099	35	-	-	0	0	3	147,099	35

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
			Kasaï Central	Kananga	963,515	289,054	30	481,757	50	192,703	20	-		-	0
Kazumba	872,728	130,909		15	392,727	45	305,454	35	43,636	5	0	0	3	349,090	40
Luiza	810,942	243,282		30	364,923	45	162,188	20	40,547	5	0	0	3	202,735	25
Total	4,354,718	1,124,711		26	2,035,597	47	1,073,662	25	120,748	3	0	0		1,194,410	27
Kasaï Oriental	Kabeya-kamwanga	166,366	41,591	25	74,864	45	41,591	25	8,318	5	0	0	3	49,909	30
	Katanda	350,660	105,198	30	175,330	50	52,599	15	17,533	5	0	0	3	70,132	20
	Lupatapata	285,247	71,311	25	142,623	50	57,049	20	14,262	5	0	0	3	71,311	25
	Mbuji-mayi	2,706,194	947,167	35	1,353,097	50	405,929	15	-	-	0	0	2	405,929	15
	Miabi	302,234	75,558	25	136,005	45	75,558	25	15,111	5	0	0	3	90,669	30
	Tshilenge	463,345	162,170	35	231,672	50	69,501	15	-	-	0	0	2	69,501	15
Total	4,274,046	1,402,998	33	2,113,593	49	702,229	16	55,225	1	0	0		757,454	18	
Kinshasa	Bandalungwa	333,387	83,346	25	200,032	60	50,008	15	-	-	0	0	2	50,008	15
	Barumbu	278,625	97,518	35	153,243	55	27,862	10	-	-	0	0	2	27,862	10
	Bumbu	760,215	228,064	30	418,118	55	114,032	15	-	-	0	0	3	114,032	15
	Gombe	163,493	138,969	85	24,523	15	-	-	-	-	0	0	1	-	-
	Kalamu	506,440	202,576	40	253,220	50	50,644	10	-	-	0	0	2	50,644	10
	Kasa vubu	243,757	97,502	40	121,878	50	24,375	10	-	-	0	0	2	24,375	10
	Kimbanseke	1,807,141	542,142	30	903,570	50	361,428	20	-	-	0	0	3	361,428	20
	Kinshasa	307,076	138,184	45	122,830	40	46,061	15	-	-	0	0	2	46,061	15
	Kintambo	192,017	105,609	55	67,205	35	19,201	10	-	-	0	0	2	19,201	10
	Kisenso	794,541	278,089	35	357,543	45	158,908	20	-	-	0	0	3	158,908	20
	Lemba	590,798	265,859	45	295,399	50	29,539	5	-	-	0	0	2	29,539	5
	Limete	729,113	218,733	30	437,467	60	72,911	10	-	-	0	0	2	72,911	10
	Lingwala	157,833	47,349	30	102,591	65	7,891	5	-	-	0	0	2	7,891	5
	Makala	564,247	169,274	30	310,335	55	84,637	15	-	-	0	0	3	84,637	15
	Maluku	450,811	90,162	20	247,946	55	90,162	20	22,540	5	0	0	3	112,702	25
	Masina	1,119,101	279,775	25	559,550	50	223,820	20	55,955	5	0	0	3	279,775	25
	Matete	529,077	264,538	50	211,630	40	52,907	10	-	-	0	0	2	52,907	10
	Mont ngafula	718,017	359,008	50	287,206	40	71,801	10	-	-	0	0	2	71,801	10
	Ndjili	590,831	147,707	25	354,498	60	88,624	15	-	-	0	0	2	88,624	15
	Ngaba	333,830	116,840	35	166,915	50	50,074	15	-	-	0	0	2	50,074	15
	Ngaliema	1,423,244	711,622	50	569,297	40	142,324	10	-	-	0	0	2	142,324	10
Ngiri-ngiri	297,653	44,647	15	208,357	70	44,647	15	-	-	0	0	2	44,647	15	
Nsele	322,837	129,134	40	145,276	45	48,425	15	-	-	0	0	2	48,425	15	
Selembao	638,682	191,604	30	351,275	55	95,802	15	-	-	0	0	2	95,802	15	
Total	13,852,766	4,948,262	36	6,869,915	50	1,956,093	14	78,496	1	0	0		2,034,589	15	
Kongo Central	Boma	333,426	150,041	45	150,041	45	33,342	10	-	-	0	0	2	33,342	10
	Kasangulu	469,557	211,300	45	187,822	40	70,433	15	-	-	0	0	2	70,433	15
	Kimvula	161,929	64,771	40	64,771	40	24,289	15	8,096	5	0	0	3	32,385	20
	Lukula	637,458	286,856	45	254,983	40	95,618	15	-	-	0	0	2	95,618	15
	Luozi	497,795	199,118	40	174,228	35	99,559	20	24,889	5	0	0	3	124,448	25
	Madimba	823,076	370,384	45	329,230	40	123,461	15	-	-	0	0	2	123,461	15
	Matadi	635,861	286,137	45	286,137	45	63,586	10	-	-	0	0	2	63,586	10
	Mbanza-ngungu	1,358,719	611,423	45	611,423	45	135,871	10	-	-	0	0	2	135,871	10
	Moanda	665,629	332,814	50	266,251	40	66,562	10	-	-	0	0	2	66,562	10
	Seke-banza	478,638	239,319	50	191,455	40	47,863	10	-	-	0	0	2	47,863	10
	Songololo	645,773	258,309	40	290,597	45	96,865	15	-	-	0	0	2	96,865	15
	Tshela	807,760	323,104	40	323,104	40	161,552	20	-	-	0	0	3	161,552	20
Total	7,515,621	3,333,580	44	3,130,048	42	1,019,007	14	32,986	-	0	0		1,051,993	14	
Kwango	Feshi	429,139	128,741	30	193,112	45	107,284	25	-	-	0	0	3	107,284	25
	Kahemba	478,221	143,466	30	215,199	45	95,644	20	23,911	5	0	0	3	119,555	25
	Kosongo-lunda	865,500	259,650	30	389,475	45	216,375	25	-	-	0	0	3	216,375	25
	Kenge	790,937	237,281	30	316,374	40	197,734	25	39,546	5	0	0	3	237,280	30
	Popokabaka	219,570	76,849	35	98,806	45	32,935	15	10,978	5	0	0	3	43,913	20
	Total	2,783,367	845,989	30	1,212,968	44	649,974	23	74,436	3	0	0		724,410	26

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Kwilu	Bagata	721,430	288,572	40	252,500	35	180,357	25	-	-	0	0	3	180,357	25
	Bandundu	287,907	86,372	30	129,558	45	71,976	25	-	-	0	0	3	71,976	25
	Bulungu	1,757,980	791,091	45	791,091	45	175,798	10	-	-	0	0	2	175,798	10
	Gungu	775,857	349,135	45	271,549	35	116,378	15	38,792	5	0	0	3	155,170	20
	Idiofa	1,805,799	812,609	45	722,319	40	270,869	15	-	-	0	0	2	270,869	15
	Kikwit	718,173	323,177	45	323,177	45	71,817	10	-	-	0	0	2	71,817	10
	Masi-manimba	1,051,904	368,166	35	420,761	40	262,976	25	-	-	0	0	3	262,976	25
	Total	7,119,050	3,019,125	42	2,910,959	41	1,150,174	16	38,793	1	0	0	3	1,188,967	17
Lomami	Kabinda	618,735	247,494	40	278,430	45	92,810	15	-	-	0	0	2	92,810	15
	Kamiji	91,773	41,297	45	32,120	35	18,354	20	-	-	0	0	3	18,354	20
	Lubao	501,588	250,794	50	200,635	40	50,158	10	-	-	0	0	2	50,158	10
	Luilu	794,366	436,901	55	238,309	30	79,436	10	39,718	5	0	0	2	119,154	15
	Mwene ditu	621,652	310,826	50	248,660	40	62,165	10	-	-	0	0	2	62,165	10
	Ngandajika	714,040	214,212	30	392,722	55	107,106	15	-	-	0	0	2	107,106	15
	Total	3,342,154	1,501,525	45	1,390,879	42	410,031	12	39,718	1	0	0		449,749	13
Lualaba	Dilolo	774,562	154,912	20	503,465	65	116,184	15	-	-	0	0	2	116,184	15
	Kapanga	426,505	106,626	25	255,903	60	63,975	15	-	-	0	0	2	63,975	15
	Lubudi	899,488	314,820	35	449,744	50	134,923	15	-	-	0	0	2	134,923	15
	Mutshatsha	429,543	150,340	35	236,248	55	42,954	10	-	-	0	0	2	42,954	10
	Sandoa	595,263	148,815	25	357,157	60	89,289	15	-	-	0	0	2	89,289	15
	Total	3,470,040	875,515	28	1,802,519	58	447,327	14	-	-	0	0		447,327	14
Maniema	Kabambare	564,612	112,922	20	310,536	55	112,922	20	28,230	5	0	0	3	141,152	25
	Kailo	186,311	55,893	30	93,155	50	37,262	20	-	-	0	0	3	37,262	20
	Kasongo	798,131	239,439	30	399,065	50	119,719	15	39,906	5	0	0	3	159,625	20
	Kibombo	247,824	74,347	30	136,303	55	37,173	15	-	-	0	0	2	37,173	15
	Kindu	342,598	137,039	40	154,169	45	51,389	15	-	-	0	0	2	51,389	15
	Lubutu	263,181	65,795	25	144,749	55	39,477	15	13,159	5	0	0	3	52,636	20
	Pangi	492,098	123,024	25	270,653	55	98,419	20	-	-	0	0	3	98,419	20
	Punia	224,315	44,863	20	134,589	60	33,647	15	11,215	5	0	0	3	44,862	20
Total	3,119,070	853,324	27	1,643,222	53	530,012	17	92,512	3	0	0		622,524	20	
Maï-Ndombe	Bolobo	187,167	56,150	30	93,583	50	37,433	20	-	-	0	0	3	37,433	20
	Inongo	509,784	178,424	35	229,402	45	101,956	20	-	-	0	0	3	101,956	20
	Kiri	254,359	76,307	30	101,743	40	63,589	25	12,717	5	0	0	3	76,306	30
	Kutu	509,399	101,879	20	254,699	50	127,349	25	25,469	5	0	0	3	152,818	30
	Kwamouth	168,597	33,719	20	50,579	30	59,008	35	25,289	15	0	0	3	84,297	50
	Mushie	166,588	49,976	30	83,294	50	24,988	15	8,329	5	0	0	3	33,317	20
	Oshwie	448,877	134,663	30	179,550	40	112,219	25	22,443	5	0	0	3	134,662	30
	Yumbi	161,522	48,456	30	72,684	45	32,304	20	8,076	5	0	0	3	40,380	25
	Total		679,578	28	1,065,538	44	558,851	23	102,327	4	0	0		661,178	27
Mongala	Bongandanga	719,231	215,769	30	359,615	50	143,846	20	-	-	0	0	3	143,846	20
	Bumba	896,784	269,035	30	448,392	50	179,356	20	-	-	0	0	3	179,356	20
	Lisala	636,240	286,308	45	254,496	40	95,436	15	-	-	0	0	2	95,436	15
	Total	2,252,255	771,113	34	1,062,504	47	418,639	19	-	-	0	0		418,639	19
Nord Kivu	Beni	1,358,539	271,707	20	679,269	50	339,634	25	67,926	5	0	0	3	407,560	30
	Beni-ville	367,882	91,970	25	202,335	55	55,182	15	18,394	5	0	0	3	73,576	20
	Butembo	699,888	209,966	30	384,938	55	69,988	10	34,994	5	0	0	2	104,982	15
	Goma	833,663	208,415	25	458,514	55	125,049	15	41,683	5	0	0	3	166,732	20
	Lubero	1,400,932	350,233	25	700,466	50	280,186	20	70,046	5	0	0	3	350,232	25
	Masisi	1,801,608	360,321	20	720,643	40	450,402	25	270,241	15	0	0	3	720,643	40
	Nyiragongo	416,832	125,049	30	145,891	35	104,208	25	41,683	10	0	0	3	145,891	35
	Rutshuru	1,492,255	223,838	15	671,514	45	373,063	25	223,838	15	0	0	3	596,901	40
	Walikale	565,691	169,707	30	226,276	40	141,422	25	28,284	5	-	-	3	169,706	30
Total	8,937,290	2,011,210	23	4,189,849	47	1,939,138	22	797,092	9	-	-		2,736,230	31	